

# Des milliers de civils bloqués à Kigali

Aidan Hartley

Reuters, 10 juin 1994

KIGALI, 10 juin, Reuter - Des milliers de civils rwandais restent bloqués à Kigali où les convois de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda sont interrompus depuis que, vendredi dernier, l'un d'entre eux a été pris sous le feu de rebelles du Front patriotique du Rwanda.

Quelque 2.300 personnes avaient jusque là été évacuée mais elles sont encore des milliers entassées dans le stade ainsi que dans des écoles et des églises.

La majorité sont des membres de la minorité tutsie craignant les exactions de milices hutues dans les zones contrôlées par le gouvernement. Mais dans les quartiers contrôlés par le FPR, à majorité tutsie, des Hutus cherchent quant à eux à rejoindre les zones gouvernementales.

Mercredi, l'attaque d'une école pleine de civils par des milices dans le quartier sous contrôle gouvernemental de Nyamirambo est venue réaffirmer l'urgence d'une évacuation des civils.

Le commandant de la Minuar, le général Romeo Dallaire, s'est déclaré pessimiste vendredi quant à la conclusion prochaine d'un cessez-le-feu.

“Je ne vois pas de percée pour demain. J'aimerais qu'il y ait une trêve mais je pense qu'il y aura encore des combats. Les deux belligérants disposent encore de ressources suffisantes pour combattre”, a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Le commandant Jean-Guy Plante, porte-parole de la Minuar, a expliqué que la reprise des convois était liée à l'octroi de garanties de sécurité par les belligérants mais que la poursuite des évacuations était aussi entravée par une pénurie aiguë de carburant.

L'aéroport Kanombé de Kigali a quant à lui été fermé sine die dimanche lorsque l'unique Hercules C-130 canadien dont disposait la Minuar pour se ravitailler a été touché par un obus de mortier.

L'Onu a dès lors été contrainte de faire venir mercredi du carburant par

voie terrestre d'Ouganda en traversant des territoires sous contrôle du FPR.

## Enquête de l'Onu

Le général Henry Anyidoho, commandant en second de la Minuar, devait rencontrer vendredi le chef d'état major de l'armée gouvernementale, le général Augustin Bizimungu, pour obtenir des garanties de sécurité dans l'espoir de reprendre les évacuations dès samedi, a dit le commandant Plante.

Il a ajouté que le FPR avait gagné un peu de terrain dans certains quartiers de Kigali théâtres de combats sporadiques mais que l'armée gouvernementale appuyée par des milices hutues lui opposait une vive résistance.

En revanche, la progression du FPR dans le sud semblait pour la première fois marquer une pause autour de Giratama, siège du gouvernement provisoire jusqu'à sa fuite vers l'ouest.

Sur le plan diplomatique, René Degni Segui, doyen de la faculté de Droit d'Abidjan, mandaté par l'Onu pour enquêter sur les violations des droits de l'homme au Rwanda, a exhorté le gouvernement à s'abstenir de représailles après l'assassinat par des membres du FPR de 13 prêtres, dont l'archevêque de Kigali Vincent Nsen-

giyumva.

Le professeur Degni Segui a aussi demandé l'aide du FPR dans son enquête sur la tuerie commise par des irréguliers du FPR.

Le rapporteur spécial nommé par la commission de l'Onu sur les droits de l'homme doit quitter Genève vendredi pour Nairobi et il compte entamer samedi sa mission d'une semaine au Rwanda.

Il doit interroger les autorités gouvernementales et du FPR sur "la racine et les responsabilités" des massacres qui ont éclaté après l'attentat qui a coûté la vie, le 6 avril, aux présidents du Rwanda et du Burundi, d'origine hutue.

Depuis, les responsables d'organisations humanitaires estiment à un demi million le nombre de Rwandais, pour la plupart tutsis ou hutus modérés, massacrés par des milices hutues pro-gouvernementales.

Degni Segni sera accompagné par le Sénégalais Bacré Waly Ndiaye, enquêteur spécial de l'Onu sur les exécutions sommaires et arbitraires, qui s'était rendu au Rwanda en avril 1993 dans le cadre de son mandat, ainsi que de Nigel Rodley, rapporteur spécial de l'Onu sur la torture.

La mission devrait rentrer à Genève le 19 juin et remettre avant le 25 juin un premier rapport au secrétaire général de l'Onu Boutros Boutros Ghali. /NCD